



MATT ARTZ - UNSPLASH

PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR

Énergies renouvelables : le Sud encore à la traîne

La région la plus ensoleillée de France accuse le plus de retard en matière d'énergies renouvelables. Un paradoxe pour celle qui rêve d'une nouvelle ère industrielle décarbonée.

GAËLLE CLOAREC

Dans le Sud, la « météo des renouvelables » fait grise mine selon l'Observatoire du système électrique établi par France Renouvelables dont la deuxième édition vient d'être publiée. En 2024, la région la plus ensoleillée de France n'a généré que 3,5 térawattheures (TWh) d'énergie électrique issue des éoliennes et panneaux solaires installés sur son territoire. C'est l'équivalent de la consommation électrique consommée chaque année par le département du Vaucluse (568.702 habitants en 2022). C'est aussi trois fois plus qu'il y a dix ans. Mais c'est surtout moins de 5%, 4,86% pour être précis, de la production nationale (72 TWh).

L'offshore et l'agrivoltaïsme privilégiés

« Hors Île-de-France, Provence-Alpes-Côte d'Azur est de loin la région la plus en retard en la matière et, qui plus est, sans réelles perspectives », relève Raphaël Briot, responsable

territoires au sein de l'association des professionnels du renouvelable.

Dans ce coin de France, les projets ne se bousculent pas au portillon. Concernant l'éolien terrestre, rien n'a avancé. Rien ne se dessine non plus. A fin juin 2025, les puissances installées restent stables à 100 mégawatts (MW). La progression est portée par l'offshore avec les 30 nouveaux mégawatts issus du parc pilote de Provence Grand Large d'EDF et, demain, par les 750 MW du parc éolien flottant attendu au large de Fos-sur-Mer, dont la première phase de 250 MW a été attribuée en décembre 2024 à EDF Renouvelables et Maple Power.

Sur la partie solaire, c'est plus dynamique avec 2.000 MW de projets, dont 600 MW autorisés à l'été 2025, qui viendront compléter les 2.700 MW déjà installés. « Il s'agit de programmes au sol, soit sur du sol dégradé, soit via de l'agrivoltaïsme ». Une solution sur laquelle les énergéticiens misent de plus en plus, encouragés par un cadre réglementaire adopté en avril 2024. Toutefois, nuance Raphaël Briot, celui-ci « est assez récent. Le sujet s'avère mouvant. Nous sommes encore en phase d'approche des chambres d'agriculture qui ont un peu chacune leur propre doctrine ».

Il faut dire qu'à sa décharge, le territoire présente des particularités qui complexifient l'équation. Sa configuration géographique d'abord, entre mer et montagne, qui densifie le littoral où la pression foncière pèse très fortement. A cela, s'ajoutent un

caractère forestier important et une relative absence de grandes plaines, lesquelles, lorsqu'elles existent, sont souvent soumises à des servitudes aéronautiques qui réduisent d'autant les possibilités d'implantation.

Cela dit, « ces éléments-là pourraient être largement dépassés avec de la volonté politique ». Et le responsable territoire de France Renouvelables de pointer du doigt « une dissonance voire une incohérence entre l'affichage politique très fort de la Région et des collectivités pour un retour à l'ère industrielle, notamment avec le projet de Fos-sur-Mer, et l'incapacité à faire émerger des installations de production énergétique qui garantissent un approvisionnement à la fois sûr, concurrentiel et disponible ».

Un mix énergétique en souffrance

Car si le nucléaire et l'hydraulique sont deux sources énergétiques particulièrement présentes en région Sud, elles ne peuvent être l'unique solution. « La vallée du Rhône est remplie de moyens de production à haute intensité, que ce soient les centrales nucléaires historiques ou les barrages. Néanmoins, si l'on veut passer à l'échelle et couvrir des besoins qui ont vocation à devenir croissants, il faut réfléchir à d'autres moyens maintenant. Le nouveau nucléaire, ce n'est pas avant 2040 ! »

Et France Renouvelables de rappeler l'intérêt du mix énergétique, particulièrement mis à mal ces derniers temps. L'assaut du moratoire, avorté cet été, sur les nouvelles installations solaires et éoliennes a laissé des traces. Tout comme la réduction de la voilure engagée par les éphémères et successifs gouvernements en matière de transformation énergétique inquiète. « On a connu des temps meilleurs », euphémise Raphaël Briot. Bâton de pèlerin toutefois toujours en main. **LT**